



FONDS POUR LA

CONSOLIDATION DE  
LA PAIX



FONDS POUR LA  
CONSOLIDATION DE  
LA PAIX

---

# RAPPORT D'ÉVALUATION A MI-PAROURS

---

PROJET UNJP/DRC/090/PBF :

*Accès équitable des communautés Twa et Bantou aux ressources socio-économiques et naturelles pour la cohabitation pacifique*



unicef   
pour chaque enfant



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

## Table of Contents

Liste des abréviations.....	2
<b>I. INFORMATIONS SUR LE PROJET .....</b>	<b>3</b>
<b>A. Objectifs du projet .....</b>	<b>3</b>
<b>B. Résultats du projet.....</b>	<b>3</b>
<b>II. RESUME EXECUTIF : .....</b>	<b>6</b>
<b>III. Organisation et Méthodologie de l'évaluation .....</b>	<b>8</b>
<b>IV. EXAMEN DES PROGRÈS ET DES PERFORMANCES.....</b>	<b>11</b>
<b>A. Progrès dans la réalisation des objectifs .....</b>	<b>11</b>
<i><b>Résultat 1 : L'accès équitable des communautés Twa et Bantou aux ressources naturelles dans l'axe Nyunzu - Manono est amélioré.....</b></i>	<i><b>11</b></i>
<b>1.1 Accès à la terre.....</b>	<b>12</b>
<b>1.2 Conditions de logement .....</b>	<b>13</b>
<i><b>Résultat 2 : l'accès équitable des communautés Twa et Bantou dans l'axe Nyunzu – Manono aux services sociaux de base et aux opportunités socio-économiques est renforcé.....</b></i>	<i><b>14</b></i>
<b>2.1 Accès aux services sociaux de base.....</b>	<b>14</b>
<b>2.2 Accès aux opportunités socioéconomiques .....</b>	<b>16</b>
<b>2.3 Score de consommation alimentaire des ménages (SCAM) .....</b>	<b>16</b>
<i><b>Résultat 3 : La protection et l'inclusion des groupes vulnérables sont renforcées.....</b></i>	<i><b>17</b></i>
<b>4.1 Cohésion sociale.....</b>	<b>17</b>
<b>4.2 Protection et inclusion des groupes vulnérables .....</b>	<b>18</b>
<b>B. Analyse de la performance du projet par rapports aux critères d'évaluation.....</b>	<b>19</b>
<b>C. Ressources et budget.....</b>	<b>20</b>
<b>V. Annexes.....</b>	<b>23</b>

## Liste des abréviations

<b>AIDES</b>	Action et intervention pour le développement social
<b>AIRD</b>	African initiative for relief and development
<b>AGR</b>	Activités génératrices des revenus
<b>APEF</b>	Association pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin
<b>AVEC</b>	Association villageoise d'épargne et de crédit
<b>CAD</b>	Comité d'aide au développement
<b>CDJP</b>	Commission Diocésaine Justice et Paix-KIRUNGU
<b>CICR</b>	Comité International de la Croix Rouge
<b>CLP</b>	Comité local de Paix
<b>CNR</b>	Commission Nationale pour les Réfugiés
<b>COGE</b>	Comité de Gestion de l'Ecole
<b>COSA</b>	Comité de Santé
<b>CSP</b>	Comité de solidarité et de Paix
<b>CTP</b>	Comité Territorial de Paix
<b>DGPA</b>	Dynamique des Groupes des Peuples Autochtones
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FNUAP</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>FFOM</b>	Forces, faiblesses, opportunités et menaces
<b>GAR</b>	Gestion Axée sur les Résultats
<b>GTPE</b>	Groupe de Travail Protection de l'enfant
<b>HCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<b>HIMO</b>	Main d'œuvre à haute intensité
<b>IDTR</b>	Identification, documentation, recherche (ou tracing) et réunification
<b>ITAPEL</b>	Inspection territoriale de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et du développement rural
<b>ISSSS</b>	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation pour l'Est de la RDC
<b>IT</b>	Infirmier Titulaire
<b>LIZADEEL</b>	Ligue zone Afrique pour la Défense des droits de l'enfant
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de développement économique
<b>ODD</b>	Objectifs pour Développement durable
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>MONUSCO</b>	Mission des Nations Unies au Congo
<b>PNSD</b>	Plan National Stratégique de Développement 2019-2023
<b>PTF</b>	Partenaire Technique et Financier
<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
<b>RRR</b>	Retour, réintégration et relèvement
<b>UDASEV</b>	Union des Volontaires pour le Développement et Assistance socio-économique
<b>UNSDCF</b>	Plan Cadre de coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
<b>VBG</b>	Violences sexuelles basées sur le genre

## I. INFORMATIONS SUR LE PROJET

**Titre du projet** : *Accès équitable des communautés Twas et Bantous aux ressources socio-économiques et naturelles pour une cohabitation pacifique dans le Tanganyika.*

**Agences récipiendaires** : UNICEF (agence lead), UNHCR, FAO

**Montant du projet** : 2 500 000 USD

**Zones d'intervention** : Nyunzu (axe sud), zone post conflit, composée de 30% de Twa et 70% de Bantous

**Partenaires d'exécution** : services étatiques, organisations de la société civile, AIDES et ADSSE (partenaires de mise en œuvre du HCR)

**Durée du projet** : 24 mois (du 13 mars 2023 au 13 Mars 2025)

### A. Objectifs du projet

- Prévenir les conflits pour la consolidation de la paix en adressant les causes profondes de ces conflits avec un accent sur l'accès équitable des deux communautés Twa et Bantou aux ressources socio-économiques et naturelles
- **Renforce l'inclusion et la participation des 2 communautés en prenant en compte le genre**
- **Contribuer à la pérennisation de la paix entre les 2 communautés**
- **Réduire les sources potentielles de conflits** qui portent sur le sentiment de discrimination sociale, l'accès à des services sociaux de base et opportunités économiques, la marginalisation des femmes et des groupes vulnérables, la dégradation de l'environnement causés par les conflits et les déplacements massifs de populations.
- **Atteindre 63 679 bénéficiaires directs y compris les enfants** et 303 111 bénéficiaires indirects.

### B. Résultats du projet

**Résultat 1** : L'accès équitable des communautés aux ressources naturelles est amélioré

- **Les structures communautaires villageoises sont fonctionnelles pour une gestion efficace de ressources naturelles et le renforcement de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique**
  1. Produire une cartographie des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles (accent sur le genre) ;
  2. Renforcer les capacités des structures communautaires multisectorielles sur la résolution des conflits, l'égalité de genre, la culture de la paix et la gestion des ressources et les droits des femmes en matière de gestion et de contrôle des ressources naturelles
- **L'accès équitable aux ressources naturelles est facilité pour toutes les communautés et une réduction des inégalités, y compris des inégalités de genre est assurée**
  1. Fournir des abris adéquats aux membres des deux communautés dans le cadre des droits LTP
  2. Mener un plaidoyer auprès des autorités locales et des propriétaires terriens pour un meilleur accès équitable des terres
  3. Assurer l'établissement des documents fonciers pour les membres des deux communautés y compris l'accès des femmes à la propriété foncière
- **La conservation ou l'amélioration des ressources naturelles est facilitée à travers une bonne gestion de ces ressources**

1. Former les agents gouvernementaux à une bonne application des mesures sur la gestion des ressources forestières pour réduire les conflits qui y sont liés
2. Appuyer la conservation de la forêt, introduire l'exploitation forestière et les activités génératrices de revenu sensibles à l'environnement aux communautés Twa et Bantou pour une meilleure conservation de la forêt

**Résultat 2 : L'accès équitable des communautés aux services sociaux de base et aux opportunités socio-économiques est renforcé**

- **Les jeunes vulnérables des deux communautés dans les zones ciblées disposent de capacités et de moyens de subsistance dans une approche de cohabitation pacifique**
  1. Appuyer la mise en place de formation professionnelle sur les petits métiers porteurs pour filles/ garçons
  2. Appuyer l'autonomisation économique des jeunes vulnérables par la mise en place d'AGR
- **Les populations vulnérables et marginalisées, en particulier les Twa, bénéficient d'opportunités socio-économiques communautaires.**
  1. Appuyer les structures communautaires féminines et jeunes en AGR en vue de l'autonomisation

**Résultat 3 : La protection et l'inclusion des groupes vulnérables sont renforcées**

- **Les violences basées sur le genre et les violations des droits humains sont réduites et les victimes prises en charge afin de limiter les frustrations et les sources potentielles de conflits**
  1. Réaliser une enquête sur les âges, genres et diversités dans la dynamique des conflits communautaire ;
  2. Appuyer les activités de mitigation aux violations des droits humains notamment les femmes, les garçons et les filles pour la mitigation des risques VBG et leur auto-sécurisation dans les zones de déplacement, retour, et relocalisation
  3. Assurer la prise en charge holistique des cas de VBG de 350 femmes et 150 filles et une réponse aux autres violations de droits humain ;
  4. Former les prestataires de soins, des agents psychosociaux et des autorités locales sur la gestion des cas de VBG, et à l'accompagnement des structures communautaires pour la prévention des VBG/ PEAS
  5. Vulgarisation sur le référencement et la prise en charge juridique des cas de VBG
  6. Création d'espaces sûrs, équipé avec un personnel formé
- **Les participations des groupes vulnérables et marginalisés aux structures de gouvernance locale sont améliorées**
  1. Former les femmes et les membres de groupes vulnérables sur le leadership pour une participation effective dans les instances décisionnelles communautaires.
  2. Organiser des plaidoyers auprès des autorités en vue de l'intégration des femmes et des groupes vulnérables, des deux communautés, dans les différentes structures communautaires.
- **Le « vivre ensemble » est promu au sein de la communauté pour une cohabitation pacifique**
  1. Promouvoir des ambassadeurs/ambassadrices de la paix au sein des communautés.
  2. Aménager des espaces de jeux et de rencontres dans les villages pour renforcer le vivre ensemble.
  3. Organiser des activités de rapprochements communautaires
  4. Faciliter les rituels de réconciliations.
  5. Appuyer la pacification de village, la mise en place l'approche village de paix et promotion de la masculinité positive.

6. Promouvoir les champs communautaires

Un **comité territorial de coordination et de suivi** présidé par l'administrateur du territoire sous le leadership de la division du plan sera mis en place et **un comité technique assurera la coordination de la mise en œuvre des activités.**

## II. RESUME EXECUTIF :

Le projet « Accès équitable des communautés Twa et Bantou aux ressources socio-économiques et naturelles pour la cohabitation pacifique » a démarré en juillet 2023 après le lancement officiel par les autorités provinciales. D'une durée de deux ans, la présente évaluation intervient après 12 mois de mise en œuvre, pour apprécier l'évolution des indicateurs et les impressions des bénéficiaires ou premiers effets du projet au regard des résultats immédiats issus des activités réalisées au terme de la première année.

Les données ont été collectées auprès d'un échantillon de 444 ménages représentatifs dans les 45 villages des 5 aires de santé (Tchangatchanga, Ngoy, Ngombe, Makumbo et Muhuya) de la zone de santé Nyunzu dans le territoire du même nom. Pour la baseline, ce sont 445 ménages qui avaient été touchés, dans les mêmes villages et aires de santé. Il faut cependant noter qu'il s'agit des échantillons différents pour les deux évaluations.

L'analyse des données collectées combinées aux informations collectées lors de la baseline, auprès des sources secondaires et aux observations sur le terrain ont permis de se rendre compte de l'évolution de la situation des bénéficiaires et des communautés par rapport aux réalisations à mi-parcours.

**41%** des ménages enquêtés sont des Twa contre **59%** des ménages Bantous. Cette représentation était légèrement différente lors de la baseline, où 48% de l'ensemble des ménages enquêtés sont constitués des Twa contre 52% des ménages Bantous. Alors que pour le groupe de l'évaluation de référence, 61% des ménages étaient dirigés par les hommes et 31% des ménages dirigés par les femmes, pour l'évaluation à mi-parcours, on enregistre 48,9% des ménages dirigés par des femmes contre 51,1% de ménages dirigés par des hommes.

**80%** de mécanismes de prévention des conflits locaux incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires assurant ainsi une bonne représentativité des groupes vulnérables et minoritaires dans ces mécanismes.

**69%**, des ménages bénéficiaires Bantou dirigés par les hommes, les femmes et les jeunes ont un accès équitable à la terre agricole grâce à l'appui du projet, contre **59%** pour les bénéficiaires Twa.

**12%** de jeunes et **16%** de femmes impliqués dans les instances décisionnelles. Le taux était relativement plus élevé pour le groupe ayant pris part à l'enquête de baseline.

**79%** de ménages Bantou et **65%** des ménages Twa affirment avoir accès à l'eau potable. Parmi ces groupes d'enquêtés qui ont accès à l'eau potable, **50%** de Bantou et **32%** de Twas affirment bénéficier de l'eau grâce aux ouvrages ou systèmes d'adduction et de distribution d'eau construits par le projet. Lors de l'évaluation de référence, le groupe enquêté avait soutenu que l'eau potable n'est pas disponible toute l'année (55,6% des ménages Bantous et 40,1% des ménages Twa).

**45%** et **26%** de ménages Twa affirment respectivement avoir accès aux services de santé et amélioré leur situation en matière de santé dans les trois aires de santé de l'axe Nyunzu-Manono : Muhuya-Ngombe Mwana -Makumbo

**79,3 %** de mécanismes de Prévention des conflits locaux existant incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.

**90%** des membres de la communauté Twa contre **96,3%** des membres de la communauté Bantou rapportent une amélioration de la cohabitation pacifique. La scission est nette par rapport à l'évaluation

de référence, où 74,5% des ménages Bantous contre 76,2% des ménages Twa affirmaient avoir de bonnes relations avec l'autre communauté.

**67,3 %** de la communauté cible se sent mieux protégée contre les VBG grâce aux interventions du projet

**45%** de ménages/consultés issus de populations vulnérables et marginalisées dans les villages ciblés ont accès à au moins 2 services Sociaux de base (latrines, points d'eau, hôpitaux). Alors que pour le groupe consulté lors de la Baseline, ils étaient respectivement 71,6% des ménages Twa contre 76,5% des ménages Bantous. La proportion des ménages ayant accès à au moins 2 services sociaux (45%) obtenue lors des enquêtes de mi-parcours en juillet 2024, soit un peu faible par rapport à la Baseline, s'explique par le fait qu'à la mi-parcours, certains ouvrages devant améliorer l'accès aux services sociaux de base, n'étaient pas encore totalement opérationnels et de plus, la fréquentation des nouveaux ouvrages par les communautés, est progressive.

### III. Organisation et Méthodologie de l'évaluation

#### 3.1 Organisation de l'évaluation

L'évaluation à mi-parcours du projet « **Accès équitable des communautés Twa et Bantou aux ressources socio-économiques et naturelles pour la cohabitation pacifique** » a été organisée avec une implication effective de tous les 3 agences UN. Le HCR, lead de cette activité, a eu recours aux groupes des enquêteurs locaux du territoire de Nyunzu ayant intervenu lors des enquêtes de l'études de référence.

Ces enquêteurs ont été formés préalablement par les spécialistes de suivi-évaluation sur les outils et les méthodes de collecte des données sur le terrain pendant une période de 5 jours y compris 1 jour pour la mise en pratiques sur le terrain (test des questionnaires). Ce qui leur a permis de maîtriser l'administration du questionnaire et l'outil de collecte de données le Kobo Collect Tool de même que la transmission des données collectées sur le serveur. Les tablettes et les smartphones ont été utilisés dans la collecte et la transmission des données sur le serveur à partir du programme Kobo Collect Tools.

L'étude a mobilisé sur le terrain, une équipe de 20 personnes dont 12 enquêteurs, 1 chef d'équipe, 5 accompagnateurs, 2 représentants de la division (1 représentant au niveau provincial et 1 représentant au niveau du Territoire de Nyunzu). Cette équipe a reçu, tout au long des 12 jours qu'a duré la collecte des données, l'encadrement des responsables de suivi et évaluation du HCR, UNICEF et de la FAO de même que celui de l'ensemble des membres de la coordination du projet.

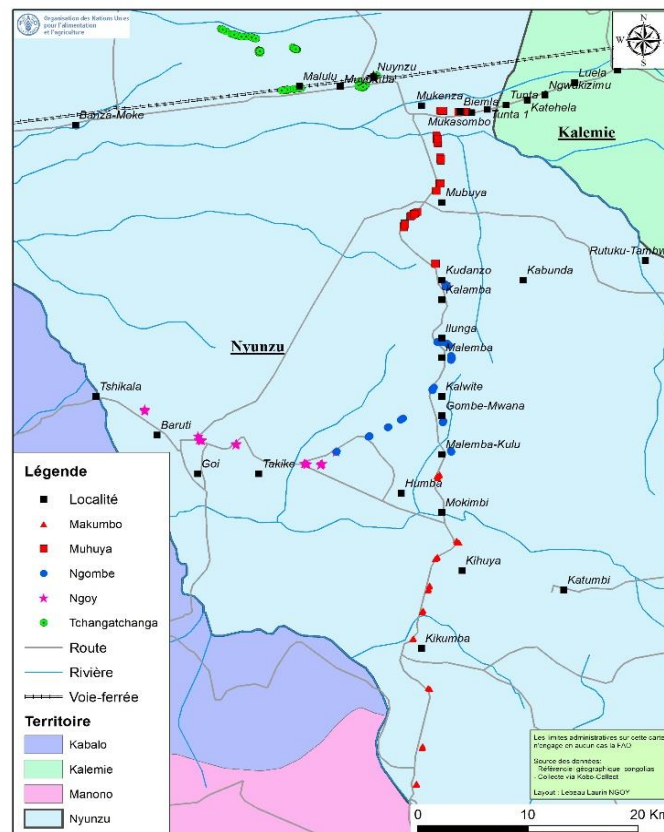


Figure 1. Carte de localisation des aires de santé cibles du projet

### 3.2 Méthodologie

L'évaluation à mi-parcours s'appuiera sur une approche méthodologique mixte, combinant des approches quantitatives et qualitatives. Cette approche a permis de collecter des données complètes et fiables sur les différents indicateurs de résultats retenus dans le cadre de résultats du projet.

La collecte de données auprès des ménages, a été conduite dans cinq aires de santé d'interventions du projet (Tchangatchanga, Ngoy, Ngombe, Makumbo et Muhuya), et a concerné les 16 villages prioritaires ciblés par le projet dans l'ensemble de ces aires de santé.

Le focus mis sur les 16 villages prioritaires s'explique par le fait ces villages ont bénéficié des actions de toutes les agences. Ce qui a permis de mesurer la synergie ou la complémentarité entre les actions pour un meilleur impact sur la cohésion sociale voulue par le projet.

La collecte de données s'est faite au moyen de deux types de questionnaires qui ont été mis en ligne sur des tablettes ou smartphones : un questionnaire pour la collecte des données quantitatives auprès des ménages et un autre pour les données qualitatives qui a été administrée aux informateurs clés.

Par ailleurs des focus groups ont été conduits sur la base d'un guide d'entretien et les discussions ont été facilitées par des animateurs locaux. Ce qui a permis de capter les informations pertinentes sur la perception des bénéficiaires et leurs communautés sur certains indicateurs et leur changement.

#### 3.2.1 Echantillonnage

La méthode d'échantillonnage utilisée est celle d'un sondage stratifié par aire de santé d'intervention du projet. La formule suivante a été utilisée pour déterminer le nombre des ménages (n) à enquêter. La taille, est notée comme suit :

$$n = z^2 \times \frac{p(1-p)}{d^2} \quad \text{Où}$$

n = taille de l'échantillon;

Z = 1,96, valeur approximative qui correspond à la valeur type d'un niveau de confiance de 95% ;

p = prévalence estimative de l'évènement étudié dans chaque territoire d'intervention; nous prenons ici 50% qui offre la taille la plus élevée possible de l'échantillon ;

d = 0,05, valeur type d'une marge d'erreur de 5%.

En prenant 50% comme prévalence du phénomène étudié, nous avons obtenu un échantillon représentatif de 385 ménages dans l'ensemble des 5 aires de santé touchés par le projet dans le territoire de Nyunzu. Pour compenser les refus et les données aberrantes, la taille de l'échantillon a été augmentée de 15%. Par conséquent, la taille de l'échantillon pour cette évaluation de référence est de 445 ménages. Cette taille a été répartie entre les aires proportionnellement au nombre de villages touchés dans chacune d'entre elles lors de la mise en œuvre du projet.

La taille des ménages enquêtes dans les villages est équitable sur la base principalement du nombre de villages retenus dans chaque aire de santé et la taille des ménages retenus pour l'aire de santé. Cependant, le facteur population du village a été utilisé dans les aires de santé où les données sur les populations existent et sont fiables.

#### 3.2.2 Zones de collecte de données

La collecte de données a été faite dans tous les 5 aires de santé qui sont Tchangatchanga, Ngoy, Ngombe, Makumbo et Muhuya et elle a touché 16 villages listé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : aires de santé et villages enquêtés

Aires de santé	Nombre de villages	Nombre d'enquetés
<b>Makumbo</b>	8	44
KATEMWE		13
KIKUMBA		3
KOMBA		5
KYASONGO		3
MAKUMBO		4
MAKUSA		7
MUKOMENA		5
ZAIRE		4
<b>Muhuya</b>		
KALAMBA	11	11
KATUNDU		3
KAZANA		11
KYEMENA		3
MATABISHI		12
MBALE		3
MITWABA		3
MUFWA		3
MUHUYA		47
MUKENZA		37
MUKONDOLA		5
<b>Ngombe</b>		101
BITUNGU	12	8
HUMBA		6
KABAMBULA		17
KENDE		5
KITCHIKIBUKE		4
KOMBA		3
MALEMBA		22
MITWABA		3
MUKIMBO		4
MUTABI		4
MWALUKA		11
NGOMBE MWANA		14
<b>Ngoy</b>		
KIHUYA	6	2
KISAKULO		8
KYULU		2
MABWE		4
MANDA		5
NGOY		19

<b>Tchangatchanga</b>		<b>121</b>
AMEDEO		10
BLOCK KIBAWA		33
KAMPYEMPYE		31
KATAMPA	7	4
KINKANYANGA		16
MABUKI 2		22
MBUYU WA KANDA		5
<b>Total général</b>	<b>44</b>	<b>444</b>

Source : résultats des enquêtes

### 3.2.3 Collecte de données primaires

La collecte de données a consisté en des enquêtes individuelles administrée aux chefs de ménages dans les villages retenus et des discussions en focus groups. Par ailleurs, des informations qualitatives complémentaires ont été collectées auprès des informateurs clés tels que les chefs de villages, les responsables des structures sociales (écoles, centres de santé, etc.). Aussi, des observations directes des infrastructures et des relations intra été inter-communautaires ont été faites sur le terrain pour se rendre compte de l'évolution de la situation des bénéficiaires et leurs communautés par rapport aux réalisations physiques à mi-parcours.

### 3.2.4 Traitement et Analyse des données

Les données quantitatives collectées sur le terrain ont été traitées à l'aide des logiciels comme Excel et des tableaux de données et des graphiques ont été produites. Les données qualitatives recueillies des discussions en focus groups ont fait l'objet de synthèse. Les résultats ont été analysés.

## IV. EXAMEN DES PROGRÈS ET DES PERFORMANCES

L'évaluation à mi-parcours a été conduite dans 45 villages des 5 aires de santé, cibles du projet. Respectivement Cette mission a couvert 8 villages dans l'aire de santé (AS) de Makumbo, 11 villages dans l'AS de Muhuya, 13 villages dans l'AS de Ngombe, 6 villages dans l'AS de Ngoy, 7 villages dans l'AS de Tchanga-Tchanga. Les données collectées à l'occasion de cette évaluation ont permis de donner une vue d'ensemble sur les progrès réalisés depuis le lancement du projet ainsi que les performances en en se basant sur les critères d'efficacité, d'effectivité et d'efficience.

### A. Progrès dans la réalisation des objectifs

Au regard du *Cadre des Résultats et des Ressources* et sur la base de l'exploitation des différents documents du projet, ainsi que des rapports d'activités, prenant en compte les informations collectées auprès des informateurs clés à travers les discussions de groupes, les observations sur le terrain, des progrès notables ont été enregistrés. Au moment du lancement de cette évaluation, le taux global de mise en œuvre était d'environ 84%, entre les activités totalement réalisées (46%) et celles en cours (38%). Seules 05 activités n'avaient pas encore démarré.

**Résultat 1 : L'accès équitable des communautés Twa et Bantou aux ressources naturelles dans l'axe Nyunzu - Manono est amélioré**

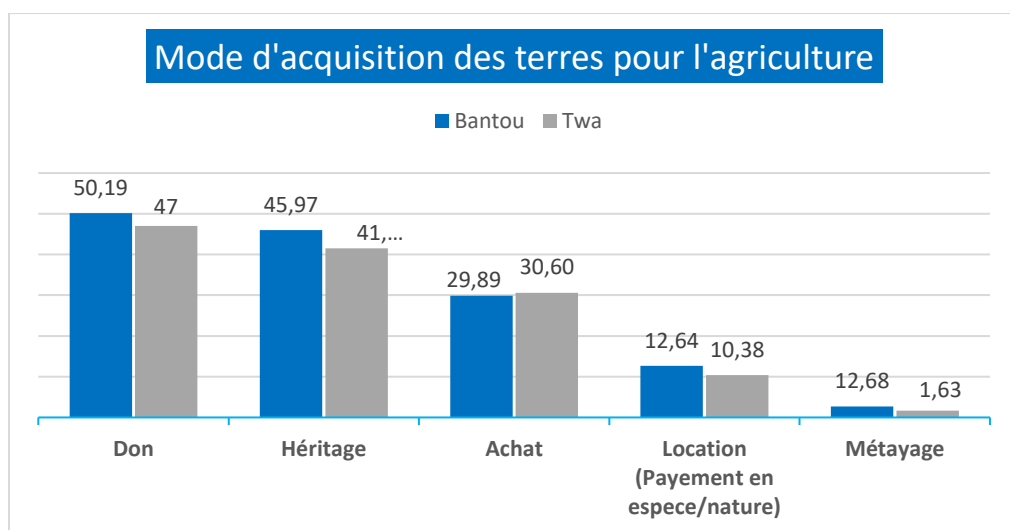
L'atteinte de cet objectif était tributaire de la réalisation d'environ 12 activités. A mi-parcours, un peu plus de 85% de celles-ci étaient achevées avec des effets palpables, à la lumière des analyses des données collectées à l'occasion de l'évaluation à mi-parcours.

### 1.1 Accès à la terre

Parmi les ménages enquêtés tenant compte de la distinction de groupe social (Twas et Bantous), 69% des ménages Bantous qu'ils soient dirigés par des hommes, des femmes et des jeunes, ont un accès équitable à la terre agricole contre 59% des ménages Twas.

Le don et l'héritage sont essentiellement les modes d'accès à la terre les plus prépondérants dans l'ensemble des deux communautés. Les Bantous accèdent à la terre à 50,19% et 45,97% respectivement par le don et l'héritage alors les proportions de Twas qui accèdent à cette même ressource naturelle et principal facteur de production, par les mêmes modes à 47% et 41,53%.

L'achat et la location sont également des modes d'accès à la terre assez utilisés par les communautés dans les zones du projet comme le montre la figure ci-dessous.

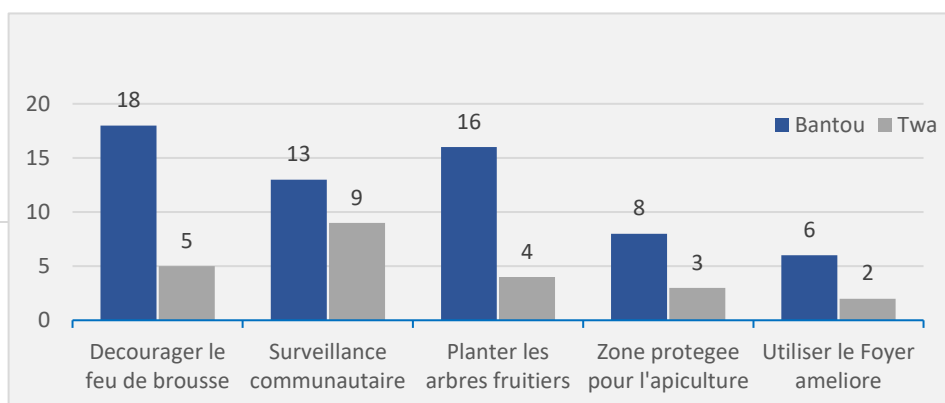


#### 1.1.1. Adoption de bonnes mesures de gestion des ressources forestière

83% des ménages enquêtés ayant reçu une formation ou des restitutions sur la bonne application des mesures sur la gestion des ressources forestières (avec un accent sur les forêts communautaires) produite par l'inspection provinciale du développement durable, ont adopté au moins deux bonnes pratiques de gestion et de protection des ressources forestières.

La réduction des feux de brousse, la surveillance communautaire et le reboisement avec des arbres fruitiers, sont les bonnes pratiques les plus adoptées par les ménages dans leur ensemble. Cependant, la sauvegarde des zones protégées réservées à l'apiculture, et l'utilisation des foyers améliorés sont les bonnes pratiques les moins adoptées.

Figure 1 : Niveau d'adoption des bonnes de pratiques de gestion et de protection des ressources forestières



Par ailleurs, le niveau d'adoption des bonnes pratiques de gestion et de protection des ressources forestières, au sein des communautés, est plus élevés de façon générale chez les Bantous que chez les Twas. Ce qui confirme en partie la forte dépendance des Twas des produits de la forêt expliquant ainsi, une adoption relativement faible de bonnes pratiques vis-à-vis de cet écosystème malgré les sensibilisations et les formations.

## 1.2 Conditions de logement

Tous les ménages enquêtés ont des abris. Aucun ménage ne partage son abri avec un autre et aucun ménage ne vit dans les centres communautaires. Cependant le problème se pose sur le type d'abris dans lesquels vivent les populations. Lors de l'enquête de référence, 86,9% vivent dans des abris transitionnels construits avec des matériaux locaux tels que les adobes, les sticks et la paille. Ce taux est plus élevé dans les ménages Twa (90,5%) que dans les ménages Bantous (83,5%). A mi-parcours, 78% des bantou et 77% de twa vivent toujours dans des abris transitionnels construits avec des matériaux locaux (briques adobes et de la paille), tandis que seulement 22% des bantou et 17 % des twa habitent des abris convenables capables des résister aux incendies et aux catastrophes naturelles. Cet écart met en lumière le déficit de logement adéquat, car seuls deux villages (Mukenza et Kitchikibuke) ont bénéficié des interventions en constructions dans le cadre de ce projet. Parmi ces ménages passablement logés, globalement 15%, ont reçu l'appui des humanitaires à cet effet. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer la mobilisation des fonds catalytiques pour améliorer les conditions d'habitat dans les 16 autres villages prioritaires.

Tableau 8 : Situation des ménages en fonction du type d'abris

Type d'abri	Bantou	Twa
Abri Transitionnel (Construit avec les matériaux locaux tels que les adobes, les sticks et la paille )	78%	77%
Abri semi-durable (construit avec de la terre et des tôles)	18%	15%
Abri durable (construit avec du ciment et des tôles)	4%	2%
Abri d'urgence (construit avec des bâches ou une tente )	0%	7%

L'évaluation révèle que 84% des ménages interrogés estiment que leurs habitations ne les protègent pas contre les conditions climatiques extrêmes parmi lesquels 64% des bantou contre 36% des Twas, exposant ainsi les familles a des risques accrus lors des intempéries.

Pour ce qui est de LTP, 90% des ménages déclarent ne pas posséder des documents légaux prouvant leur droit au logement, a la terre et la propriété (57% des bantous contre 43% des twas), ce qui les rend particulièrement vulnérables aux expulsions et limite leur accès à des projets de développement sur l'Habitat durable. Ces résultats mettent en évidence un besoin urgent de soutien pour renforcer la résilience des abris face au changement climatique et pour faciliter l'accès des Twa et Bantous a la documentation légale, contribuant ainsi à la sécurité foncière des 2 communautés.

L'état général des maisons est jugé mauvais par 59% des ménages enquêtés, avec une répartition légèrement différente entre les deux communautés : 57 % des ménages de la communauté bantou et 43 % de la communauté Twa. Cette situation met en évidence des conditions de vie précaires dans les deux communautés, bien que les bantous semblent légèrement plus affectés.

La détérioration rapide des abris d'urgence et transitionnels construits avec des matériaux rudimentaires tels que la paille, les bâtons de bois et la terre est un problème majeur, affectant la sécurité et le bien être des ménages.

En effet, 80% des ménages enquêtés vivent encore dans des abris d'urgence et transitionnels construits à partir des matériaux locaux, ce qui les expose aux risques accrus d'incendies, d'effondrement.

A côté du besoin en abris adéquat, se pose le problème de promiscuité avec toutes ses conséquences notamment les risques de VBG. En effet, la présente évaluation basée sur les enquêtes révèle qu'en moyenne, dans l'ensemble des ménages enquêtés, le nombre moyen de personnes par chambre est de 3,7. Chez les Twas, cette moyenne est de 3,8 et légèrement bas chez les Bantous avec 3,6.

14% des parents dans l'ensemble des enquêtés (16% chez les Twas et 12% chez les Bantous) affirment partager la même chambre que leurs enfants de 12 ans et plus. Dans les 18% des ménages enquêtés, les filles et les garçons de plus de 12 ans partagent les mêmes pièces.

## **Résultat 2 : l'accès équitable des communautés Twa et Bantou dans l'axe Nyunzu – Manono aux services sociaux de base et aux opportunités socio-économiques est renforcé**

Avec ses trois produits et 7 activités, ce résultat à mi-parcours présente des effets assez encourageants.

### **2.1 Accès aux services sociaux de base**

Sur l'ensemble des ménages enquêtés à mi-parcours, 45 % des ménages ont accès à au moins 2 services sociaux de base (latrine, points d'eau, hôpitaux, maternité, école, etc.). La même question avait été posée au groupe de ménages ayant participé à l'enquête de base et les résultats étaient largement supérieurs, car 71,6% des ménages Twa contre 76,5% des ménages Bantous ont accès à au moins deux services sociaux de base. Cette très grande disparité montre clairement les importants gaps qui persistent entre les communautés et les villages.

L'enquête révèle que 41 % des enfants ne fréquentent pas l'école, avec une disproportion marquée entre les communautés : 61 % de ces enfants proviennent de la communauté twa. En outre, 23 % des enfants sont en décrochage scolaire, ce qui reflète des difficultés d'accès à l'éducation ou des obstacles à la continuité scolaire. Ces chiffres soulignent des défis importants pour la communauté twa en matière d'accès à l'éducation, nécessitant des interventions ciblées pour améliorer l'accès et lutter contre le décrochage scolaire, notamment à travers des programmes de sensibilisation et de construction d'écoles non seulement publiques mais aussi gratuites.

L'analyse de ces résultats montre que les Twas ont moins accès aux services sociaux que les Bantous, ceci était également ressorti lors de l'enquête de référence. A mi-parcours, il y a lieu d'observer quelques améliorations, même si elles sont encore faibles. En effet, on note que 65% des ménages Twas ont accès à l'eau potable, 52% aux latrines alors qu'ils étaient seulement de 40,1% et 24,8% respectivement lors de la Base. Pour tous les autres services en revanche, on note une plutôt une grande disparité : A mi-parcours, 54% ménages Twa affirment avoir accès à l'école primaire et 47% au hôpitaux ou centres de santé contre 68,5% et 66,7% lors de l'enquête de référence. Pour les ménages bantous on aura enregistré une grande divergence entre l'enquête de référence et la mi-parcours où 68,3% des ménages Bantous affirmaient avoir accès au centre de santé contre seulement 52% à mi-parcours. Il en est de même pour l'accès à l'école primaire où 89,7% affirmaient avoir accès, contre 78% à mi-parcours. Pour l'accès à un point d'eau amélioré, cependant, on observe une bonne progression entre les 57,2% de l'enquête de référence et les 79% de la mi-parcours.

La figure 2 suivant ci-dessous montre que les proportions des ménages ayant accès aux services sociaux de base pris individuellement, sont relativement élevées (57% et plus) pour les points d'eau améliorés, l'école primaire, les

latrines alors qu'elles sont moyennes pour les hôpitaux et centres de santé (52%) et un peu faibles pour les marchés, les maternités et les centres récréatifs pour enfants.

L'accès aux toilettes reste relativement élevé, avec 79 % des ménages disposant de toilettes. Cependant, une disparité existe entre les communautés : 61 % des ménages de la communauté Bantou et 39 % de la communauté twa ont accès à des toilettes. Parmi ces ménages, 56 % utilisent des latrines à fosse avec dalles, tandis que 23 % disposent de latrines à chasse d'eau manuelle, et le reste utilise des latrines à fosse ventilée. Ces installations, bien que présentes, montrent des différences importantes dans la qualité et la fonctionnalité des équipements sanitaires, particulièrement dans la communauté twa, qui pourrait nécessiter un renforcement des infrastructures pour améliorer l'accès à des toilettes plus sécurisées et hygiéniques.

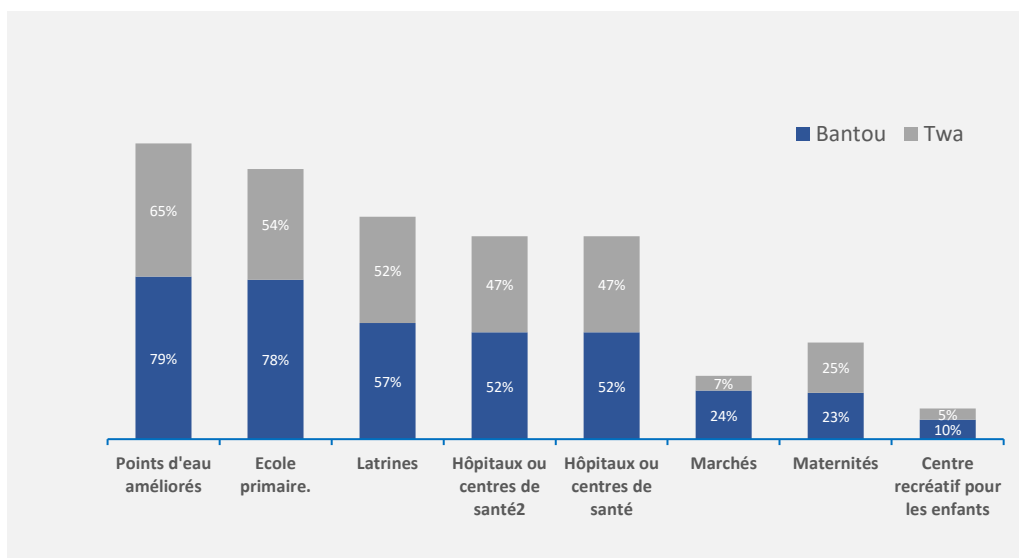
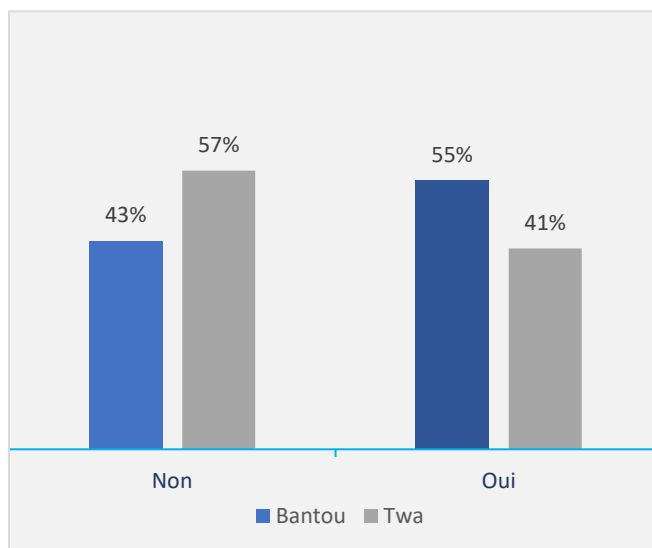


Figure 3 : Perception des ménages Twas et Bantous sur la contribution du projet à l'amélioration de leur accès aux services sociaux de base



57% de Bantou affirment que le projet a contribué à l'amélioration de leur accès aux services sociaux de base, alors que qu'ils sont seulement 41% pour la communauté Twa. Cette grande différence justifie les activités mises en œuvre, y compris le choix de certains villages dans le cadre du présent projet. Le travail à faire reste important pour arriver à réduire ce sentiment de discrimination.

## 2.2 Accès aux opportunités socioéconomiques

À la Baseline, il a été constaté que seulement 2,2% des ménages enquêtés avaient bénéficié d'un appui pour développer une activité génératrice de revenus (AGR) six mois avant l'enquête. Ce pourcentage variait significativement entre les deux communautés, avec 3,3% des ménages Bantou et 0,9% des ménages Twa ayant reçu un tel appui. Parmi les ménages Bantou, 12,5% avaient réussi à maintenir leurs AGR, dont 62,5% gérées conjointement par les hommes et les femmes, tandis que 37,5% des AGR étaient exclusivement gérées par les femmes. Pour les ménages Twa, la gestion des AGR était équitablement répartie, avec 50% sous la responsabilité des hommes et 50% sous celle des femmes.

À mi-parcours, des progrès notables ont été observés grâce aux activités du projet PBF. Environ 15% des ménages reconnaissent avoir été ciblés par les interventions socio-économiques, avec une répartition de 44% pour les ménages Twa et 56% pour les ménages Bantou. Par ailleurs, 59% des ménages déclarent désormais avoir au moins une AGR active. Parmi eux, 62% appartiennent à la communauté Bantou, contre 38% pour la communauté Twa. Ces chiffres reflètent une augmentation significative de l'accès aux opportunités socio-économiques depuis la baseline, bien que des disparités persistent entre les deux communautés. Parmi les 38% des ménages Twa disposant actuellement d'au moins une activité génératrice de revenus (AGR), 35% déclarent avoir déjà bénéficié d'un appui similaire dans le passé. Cela souligne une certaine continuité dans l'accès des ménages Twa aux AGR, mais aussi l'importance de renforcer les interventions pour toucher une proportion plus large de cette communauté.

Dans la gestion des AGR, des différences sont également notées entre les groupes Twa et Bantous. Chez les ménages Twa, 40% des AGR sont gérées par des hommes, 40% par des femmes et 20% par des jeunes. En revanche, chez les Bantous, 20% des AGR sont gérées par des hommes, 60% par des femmes, et 20% de manière mixte. Ces données reflètent une implication plus équilibrée entre hommes, femmes et jeunes au sein des Twa, tandis que chez les Bantous, les femmes jouent un rôle prédominant dans la gestion des AGR.

Ces observations soulignent des progrès encourageants dans la promotion des AGR dans les deux communautés. Cependant, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer l'autonomisation des groupes marginalisés, notamment les jeunes et les hommes parmi les Bantous, ainsi que pour maintenir une gestion équitable et durable des AGR dans les deux groupes.

Il sied de noter que Les activités génératrices de revenus (AGR) dans les communautés Bantou et Twa ont été soutenues par plusieurs organisations partenaires, notamment AIDES, CONCERN, FAO, CDJP, ADSSE, HCR, ACD, et LAC.

À la Baseline, l'analyse sur la formation professionnelle des ménages aux métiers porteurs a révélé que 7,4% des ménages Bantou y avaient participé, contre seulement 3,2% des ménages Twa. De plus, 52% de ces ménages, soit 55,6% des Bantou et 52,9% des Twa, ont reçu des kits de démarrage à la fin de leur formation, renforçant leur capacité à s'engager dans des activités productives.

Cependant, l'appréhension concernant leurs conditions de vie était élevée, avec 77,4% des ménages, répartis entre 75,7% des Twa et 79% des Bantou, exprimant des inquiétudes sur leur situation jugée non satisfaisante.

À mi-parcours, une amélioration notable a été observée, puisque 46% des ménages estiment que leurs conditions de vie se sont améliorées grâce au projet PBF. Ce sentiment est plus prononcé chez les ménages Bantou, avec 53%, contre 38% chez les ménages Twa. Ces résultats témoignent des impacts positifs du projet sur les moyens de subsistance des bénéficiaires, tout en mettant en lumière la nécessité d'intensifier les efforts pour réduire l'écart observé entre les communautés et améliorer davantage les conditions de vie des ménages Twa.

## 2.3 Score de consommation alimentaire des ménages (SCAM)

À mi-parcours, les enquêtes montrent globalement que 36% des ménages ont un score de consommation alimentaire limite. 48% des ménages ont un score de consommation alimentaire faible tandis que le score de consommation alimentaire acceptable touche 16% des ménages.

L'analyse inter-groupe social (Bantou et Twas) montre des disparités relativement importantes pour les scores de consommation alimentaire limite et acceptable alors qu'elles sont faibles (48% chez les Bantou et 50% chez les Twas) entre les deux groupes sociaux en ce qui concerne le score de consommation alimentaire faible. En effet, l'analyse indique que chez les Bantous, le score de consommation alimentaire limite est de 36% alors qu'il est de 42% chez les Twas. Le score de consommation alimentaire acceptable quant à lui, est le plus faible dans les deux groupes sociaux et de 21% chez les Bantou et 8% chez les Twas.

Ces résultats montrent qu'à mi-parcours que le score de consommation alimentaire limite a diminué sensiblement chez les Bantous passant de 47,7% à la Baseline à 31% alors qu'il a augmenté légèrement chez les Twas allant de 41,4% à la Baseline à 42% à mi-parcours.

Ce qui montre que l'insécurité alimentaire a sensiblement diminué chez les Bantous alors qu'elle est restée pratiquement stable chez les Twas bien qu'étant modérée.

Les taux élevés du score de consommation alimentaire faible par rapport à la Baseline (24,1%) et le taux faible du score de consommation alimentaire acceptable toujours rapport à la Baseline (31,2%) montre dans les deux groupes sociaux, la consommation alimentaire n'est pas de bonne qualité sur le plan nutritionnel.

Le tableau 2 ci-dessous montre le détail des scores de consommation alimentaire à mi-parcours du projet.

Tableau 2 : Score de consommation alimentaire des ménages

Classification	Classes	Seuils ajustés	Résultats globaux	Résultats par groupe ethnique	
				BANTOU	TWA
Ménages à Consommation alimentaire faible	1	SCA $\leq$ 21	48%	48%	50%
Ménages à Consommation alimentaire limite	2	21,5 $\leq$ SCA $\leq$ 35	36%	31%	42%
Ménages à Consommation alimentaire acceptable	3	SCA $>$ 35	16%	21%	8%
Total	-	-	100%	100%	100%

### Résultat 3 : La protection et l'inclusion des groupes vulnérables sont renforcées

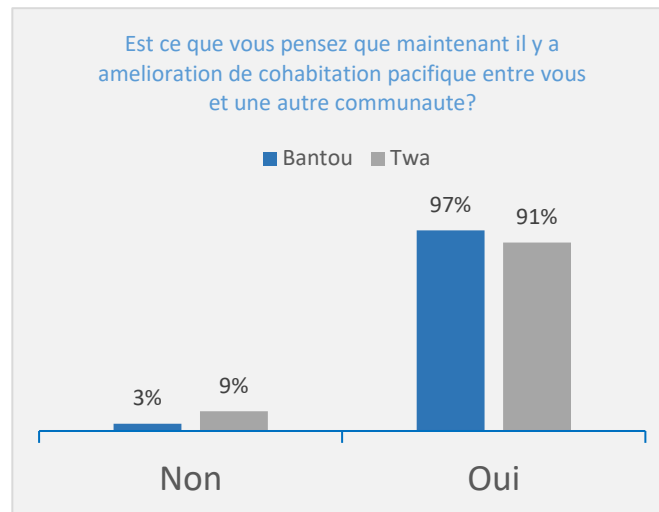
Les 14 activités nécessaires pour la réalisation de ce résultat ont toutes été mises en œuvre au cours de la première moitié du projet avec des effets très pertinents dans la vie des communautés. Elles sont unanimes à reconnaître des changements positifs dans leur vie.

#### 4.1 Cohésion sociale

L'évaluation mi-parcours révèle que 87% des ménages Twa et bantou enquêtés perçoivent leur cohésion comme bonne et très bonne, contre 85,8% lors de la Baseline initiale, marquant une légère amélioration. Cette progression reflète des efforts notables dans le produit 3.3 sur le vivre ensemble, ainsi que dans la promotion d'un accès équitables aux services sociaux de base et les opportunités socio-économiques surtout des jeunes Twa et bantou. Cette perception concernait 74,5 % des ménages bantou et 76,2% des ménages Twa. A mi-parcours, ces proportions ont atteint 97% pour les ménages bantou et 91% pour les ménages Twa. Toutefois, 3% des ménages

bantou et 9% des ménages Twa ne perçoivent pas de progrès en matière de cohésion sociale, un point crucial à ne pas négliger dans cette partie du territoire de Nyunzu où des conflits latents restent possibles. Voilà pourquoi les efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la confiance et la paix entre les communautés Twa et Bantou.

Des avancées notables ont été révélées à l'évaluation à mi-parcours également dans l'engagement communautaire. Concrètement, 93% des ménages bantou et 86% des ménages Twa se sentent appartenir à une communauté, contre 61,6% lors de la Baseline (55,6% pour les bantous et 68,1% pour les Twas). De plus, 86% de ménages enquêtés participent aux activités communautaires, dont 89% de bantou et 83% des twa, une nette progression par rapport à la Baseline



#### 4.2 Protection et inclusion des groupes vulnérables

L'enquête a évalué les aspects clés liés aux violences basées sur le genre (VBG), au vivre ensemble entre les communautés Twa et bantou, et à la participation des groupes vulnérables aux instances décisionnelles. Les données montrent une amélioration globale dans ce domaine grâce au projet PBF.

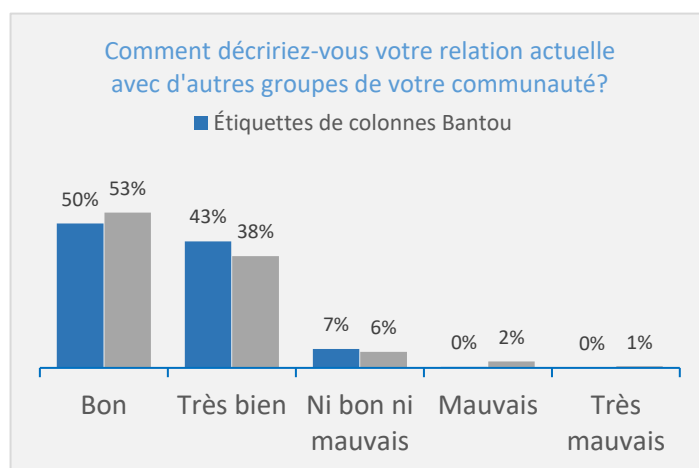
A la Baseline, seulement 25,4% des ménages participaient aux instances décisionnelles (26,1% pour les Twa et 24,7% pour les bantous), tandis qu'à mi-parcours, les taux ont progressé de manière significative pour atteindre de 55,42% pour les ménages bantou et 44,57% pour les Twa.

Concernant les violences basées sur le genre (VBG) et les violations des droits humains, une réduction des incidents signalés, collectés et documentés a été constatée, passant de 4,1% à la baseline à 2,5% à mi-parcours. Cette baisse reflète les efforts déployés pour sensibiliser les communautés, renforcer les mécanismes de prévention et l'accès aux services de protection. Bien que ces résultats soient encourageants, il reste important de maintenir ces initiatives pour consolider les acquis et continuer à réduire les cas de VBG, tout en renforçant les capacités locales telles que les Cellules Multisectorielles Communautaires afin d'apporter une réponse rapide et efficace aux incidents signalés.

A mi-parcours, 67,3% de la communauté cible ont déclaré se sentir mieux protégés contre les violences basées sur le genre grâce au projet financé par le PBF. En comparaison, à la Baseline, seuls 40% des survivants de la communauté bantou et 55,6% de la communauté Twa avaient bénéficié d'une prise en charge psychologique, tandis que 30% sur les survivants de bantou et 55,6% de Twa avaient reçu un accompagnement juridique et judiciaire. A la Baseline, les activités de mitigation des VBG impliquaient une participation globale de 53,4% de deux communautés, avec une disparité de 72,6% de Twa et 41,7% de bantou. A mi-parcours, un grand nombre des Twa et bantou n'a pas bénéficié de Kits de prévention contre les VBG, mettant en évidence une distribution limitée. En effet, ces Kits n'ont été distribués que dans 4 villages sur les 16 prioritaires, et seulement 45 villages au total. Cette

situation reflète une insuffisance dans la couverture des besoins et souligne la nécessité de mobiliser les fonds catalytiques pour atteindre l'ensemble des communautés ciblées.

A mi-parcours, des progrès significatifs ont été observés dans le vivre ensemble entre les communautés Twa et Bantou. Bien que 94% des ménages a la Baseline aient confirmé leur cohabitation dans une dizaine de villages sur les 45, l'amélioration de la cohabitation pacifique est perçue par 88% des bantou et 75% des Twa ,avec 56% des bantou et 52 % des twa qualifiant cette cohabitation de « Bonne » et respectivement 36% et 31% de « excellente ». Depuis la fin d'hostilités, 98% des bantous et 91% de Twa affirment vivre ensemble, ne témoignage de l'impact des rituels de réconciliation ,des espaces de jeu aménagés et des champs communautaires .



## B. Analyse de la performance du projet par rapports aux critères d'évaluation

Dans l'ensemble, la réalisation des activités et le niveau global atteint sont conformes à la lettre du projet. Les effets sont perceptibles et les changements visibles sur le terrain. Les informations collectées à travers les questionnaires des ménages et des informateurs clés d'une part et d'autre part à travers l'exploitation des sources secondaires et des effets catalytiques et des observations sur le terrain sont analysées à la lumière des critères OCDE de l'évaluation qui sont la pertinence, la cohérence, l'effectivité, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact.

Le projet a été pertinent dans le ciblage des bénéficiaires et à travers une approche inclusive permettant l'adoption des changements individuels et collectifs. Les axes d'interventions et l'objectif global du projet sont cohérents avec et soutiennent les politiques du gouvernement congolais sur les questions de résilience des membres de deux communautés. Sur la base des données collectées auprès d'un échantillon représentatif des ménages, nous pensons que les effets du projet sont significatifs. Les interventions du projet ont été conçues pour apporter des réponses aux besoins qui ont été identifiés dans la mission d'évaluation participative initiale des besoins dans la zone du projet et dont les consultations se sont effectuées à un niveau supérieur. Le projet est aligné à l'ensemble des documents de stratégie développés au niveau national et provincial. Les résultats des entretiens individuels, des groupes de discussion et les partenaires opérationnels du projet ont démontré que plus de 80% d'activités ont été effectivement réalisées sur le terrain. Tous les membres du consortium ont identifié de commun accord, 16 villages devant bénéficier du paquet complet des interventions pour une mutualisation des mandats et une synergie entre les actions coordonnées pour un meilleur impact.

Par exemple, UNICEF a formé des jeunes sur le plan professionnel et le HCR a doté ces mêmes jeunes formés et en fin d'apprentissage, des kits de démarrage qui leur ont permis de s'installer et de mener effectivement leurs activités génératrices de revenus. Ce qui occupe de façon utile les jeunes, réduit leur vulnérabilité et leur exposition aux risques de protection (VBG, enrôlement dans les éventuels groupes armés ou milices) et éveillent leur

conscience sur la cohésion sociale tout en faisant d'eux, des acteurs du développement local de leurs milieux. Dans ce développement local, une place importante est accordée à l'agriculture dans laquelle la FAO appuie les clubs Dimitra dont le volet social des membres est complété par les activités de structures communautaires telles les Comités Multisectoriels Communautaires (CMC) mis en place et animés par HCR et UNICEF.

L'évaluation de l'efficacité du projet a analysé le niveau optimal d'exécution des activités du projet en adéquation avec les ressources disponibles, mobilisées pour répondre aux besoins des populations bénéficiaires. Le niveau de réalisations est conforme au niveau de décaissement des fonds.

Les interventions du projet ont induit une amélioration des relations sociales pacifiques entre les populations de deux communautés par les cérémonies de réconciliation, les activités de rapprochement communautaires (villages Amani/Espaces amis des enfants/espaces de jeux), les activités de sensibilisation (émissions radio), les activités socio-culturelles et sportives, les loisirs, les chantiers de paix, les événements culturels, les travaux communautaires, etc.

### C. Ressources et budget

Trois agences, Fonds et Programmes des Nations Unies sont des bénéficiaires des financements et travaillent en partenariat avec 15 structures et associations de la société civile, qui toutes ont reçu toutes les ressources, y compris les fonds pour une mise en œuvre efficace des activités sur le terrain. Au moment du lancement de l'évaluation à mi-parcours, environ 26 activités étaient achevées, pour un taux de réalisation d'environ 81%, 05 activités étaient en cours et 01 n'avait pas encore démarré. Le taux de consommation du budget quant à lui, était d'environ 82%, ce qui semble parfaitement aligné et en bonne voie de l'atteinte harmonieuse des objectifs globaux sur la base du document du projet. Les différentes ressources ont été utilisées de manière responsable, efficace et cohérente. La consommation du budget et la réalisation des activités sont également alignées entre les différents AFP, bénéficiaires des fonds. Il est à noter une sous-consommation du budget chez FAO (environ 67%), certainement justifiée par le caractère des activités, dont certaines sont hautement dépendantes des conditions météorologiques ou à l'accès à certains intrants.



## V. Annexes

- Cadre logique du projet

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
<p><b>Résultat 1 : L'accès équitable des communautés Twa et Bantou aux ressources naturelles dans l'axe Nyunzu - Manono est amélioré</b></p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue)</p> <p>ODD n°6 - Eau propre et assainissement</p> <p>ODD n°10 - Inégalités réduites</p> <p>ODD n°16 - Paix, justice et institutions efficaces</p> <p>(Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p> <p>Recommendations relating to the rights of indigenous Pygmy peoples</p> <p>(Recommendations 134.160–162)</p>		<p>Indicateur 1 a :</p> <p>% désagrégé des ménages bénéficiaires ayant un accès équitable à l'eau grâce à l'appui du projet.</p> <p>Niveau de référence : TBD</p> <p>Cible : + 25% du baseline</p> <p>(au moins 60% des ménages cibles sont des Twa et 10% dirigés par les femmes)</p> <p>Indicateur 3.f</p> <p>Mesurer l'accès aux ressources</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Enquête ménages</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Fréquence annuelle</p>	<p>S1: baseline TBD</p> <p>S2: 15%</p> <p>S3:</p> <p>S4: +25%</p>
		<p>Indicateur 1 b :</p> <p>% de ménages ayant adopté au moins 2 bonnes pratiques de gestion et protection des ressources forestières produites par l'inspection provinciale et territoriale de l'environnement et développement durable</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 30%</p> <p>Indicateur 3.f</p> <p>Mesurer l'accès aux ressources</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Fiche de suivi</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Semestrielle, Annuelle</p>	<p>S1:</p> <p>S2: 20%</p> <p>S3:</p> <p>S4: 30%</p>
		<p>Indicateur 1 c :</p> <p>%, désagrégé par communauté, des ménages bénéficiaires dirigés par les hommes, femmes et jeunes ayant un accès équitable à la terre agricole grâce à l'appui du projet</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Enquête ménages</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p>	<p>S1: baseline TBD</p> <p>S2: 15%</p> <p>S3:</p>

<p>Recommendations relating to the rights of vulnerable persons</p> <p>(Recommendations 134.35–36 and 47)</p>		<p>Niveau de référence : TBD</p> <p>Cible : + 25% du baseline</p> <p>Indicateur 3.f</p> <p>Mesurer l'accès aux ressources</p>	Annuelle	S4: +25%
	<p><b>Produit 1.1: les structures communautaires villageoises sont fonctionnelles pour une gestion efficace des ressources naturelles et le renforcement de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique</b></p> <p>- Activité 1.1.1: Produire de manière participative une cartographie des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles en prenant en compte la dimension de genre</p> <p>- Activité 1.1.2: Redynamiser et mettre en place des structures de participation communautaires multisectorielles, en s'assurant de la participation égalitaire des membres des deux communautés et des femmes</p> <p>- Activité 1.1.3: Elaborer des plans d'actions communautaires multisectoriels en prenant en compte la dimension du genre et de la gestion de ressources naturelles</p> <p>-Activité 1.1.4: Organiser des formations pour renforcer les capacités des structures communautaires multisectorielles sur la résolution des conflits, l'égalité de genre, la culture de la paix et la gestion des ressources et les droits des femmes et des filles en matière de gestion et de contrôle des ressources naturelles</p> <p>-Activité 1.1.5: Organiser des dialogues communautaires entre leaders Twa et</p>	<p>Indicateur 1.1.1: % de participation des Twa et Bantou à la cartographie des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : + 25% du baseline</p> <p>Indicateur 3.b</p> <p>Nombre de conflits violents entre Twa et Bantou</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Cartographie</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Semestrielle</p>	<p>S1 : 1</p> <p>S2 :</p> <p>S3 :</p> <p>S4 :</p>
		<p>Indicateur 1.1.2a : Nombre de structures communautaires villageoises redynamisées ou mises en place et fonctionnelles (ayant des membres formés, un plan d'action, avec des décisions adéquates sur la gestion des ressources naturelles et les différents)</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 35</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Procès-verbal de mise en place et de redynamisation</p> <p>Visite sur terrain</p> <p>Rapport de suivi de fonctionnement</p>	<p>S1 : 10</p> <p>S2 : 20</p> <p>S3 : 30</p> <p>S4 : 35</p>
		<p>Indicateur 1.1.3 : Nombre des structures communautaires ayant au moins 2 membres disposant de connaissance sur la résolution des conflits, l'égalité de genre, la culture de la paix et la gestion des ressources et les droits des femmes et des filles en matière de gestion et de contrôle des ressources naturelles</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapport de formation</p> <p>Liste de présence et de structure</p>	<p>S1 : 12</p> <p>S2 : 23</p> <p>S3 : 34</p> <p>S4 : 45</p>

	<p>Bantou sur la gestion des ressources naturelles.</p>	<p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 45</p> <p>Indicateur 3.d</p> <p>% de jeunes impliqués dans les instances décisionnelles</p> <p>% de femmes impliquées dans les instances décisionnelles</p>		
		<p>Indicateur 1.1.4 : Nombre d'accords obtenus sur la gestion des ressources naturelles suite à la tenue des dialogues communautaires entre les leaders Twa et Bantou</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : 2</p> <p>Indicateur 3.f</p> <p>Mesurer l'accès aux ressources</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapport sur les dialogues</p> <p>Entretien avec les leaders des 2 communautés</p>	<p>S1 : 1</p> <p>S2 : 2</p> <p>S3 :</p> <p>S4 :</p>
	<p><b>Produit 1.2: L'accès aux ressources naturelles (eau, terres) et aux opportunités économiques est facilité pour toutes les communautés et une réduction des inégalités, y compris des inégalités de genre, sources de conflits potentiels est assurée</b></p> <p>- Activité 1.2.1: Améliorer l'accès à l'eau de la population par la construction /réhabilitation des ouvrages et systèmes d'adduction et de distribution d'eau</p> <p>- Activité 1.2.2: Réaliser une étude participative sur la typologie des terres et des ressources naturelles</p> <p>- Activité 1.2.3: Fournir des abris adéquats aux membres des deux communautés</p>	<p>Indicateur 1.2.1a</p> <p>Nombre de villages disposant d'ouvrages ou systèmes d'adduction et de distribution d'eau construits</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 8</p> <p>Indicateur 3.a</p> <p>Taux d'utilisation des services sociaux de base par les communautés</p> <p>Indicateur 1.2.1b</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapport de réalisation d'œuvre</p>	<p>S1 : 4</p> <p>S2 : 8</p> <p>S3 :</p> <p>S4 :</p> <p>S1 : 30% ménages Twa et 20% ménages Bantou</p>

	<p>dans le cadre de l'accès aux LTP (Logement, Terre et Propriété)</p> <p>- Activité 1.2.4: Mener un plaidoyer auprès des autorités locales et des propriétaires terriens pour un meilleur accès équitable des terres</p> <p>-Activité 1.2.5: Assurer l'établissement des documents fonciers pour les membres des deux communautés y compris l'accès des femmes à la propriété foncière.</p>	<p>% de ménages Twa et Bantou dans la zone ciblée bénéficiant de l'eau grâce aux ouvrages ou systèmes d'adduction et de distribution d'eau construits</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 60% de ménages Twa et 40% de ménages Bantou</p> <p>Indicateur 3.a</p> <p>Taux d'utilisation des services sociaux de base par les communautés</p>		<p>S2 : 60% ménages Twa et 40% ménages Bantou</p>
		<p>Indicateur 1.2.2 Nombre de villages des deux communautés Twa et Bantou ayant eu connaissance de leurs droits de l'accès à la terre et aux ressources naturelles dans une optique de bonne gestion de celles-ci</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 35</p> <p>Indicateur 3.f</p> <p>Mesurer l'accès aux ressources</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Document sur la typologie disponible, Rapport d'étude validé, rapports du partenaire, visite sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Semestrielle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 :15</p> <p>S3 :35</p> <p>S4 :</p>
		<p>Indicateur 1.2.3 : Nombre de personnes ayant bénéficié d'un appui au logement</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : 100 : 50 Twa (35 hommes, 15 femmes) 50 Bantou (35 hommes, 15 femmes)</p> <p>Indicateur 3.a</p> <p>Taux d'utilisation des services sociaux de base par les communautés</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapport d'activités des partenaires d'exécution</p>	<p>S1 :0</p> <p>S2 : 0</p> <p>S3 :50</p> <p>S4 :50</p>

		Indicateur 1.2.4 : Nombre d'activités de plaidoyers pour un accès à la terre des Twa	<b>Moyen de vérification :</b> Rapport de sessions, listes de présences	S1 :2 S2 :4 S3 :6 S4 :8
		Niveau de référence : 0 Cible : 8 Indicateur 3.f Mesurer l'accès aux ressources		
		Indicateur 1.2.5 : Nombre de bénéficiaires d'appui au logement ayant obtenus des documents de sécurisation foncière	<b>Moyen de vérification :</b> Liste de bénéficiaires, rapports d'activités	S1 : 0 S2 : 20 S3 : 50 S4 : 100
		Niveau de référence : 0 Cible : 100 : 50 Twa (35 hommes, 15 femmes) 50 bantous (35 hommes, 15 femmes) Indicateur 3.f Mesurer l'accès aux ressources		
	<b>Produit 1.3: La conservation et la gestion durable des ressources naturelles est facilitée à travers une bonne gestion participative</b>  - Activité 1.3.1: Former les agents gouvernementaux à une bonne application des mesures sur la gestion des ressources forestières (avec un accent sur les forêts communautaires) pour réduire les conflits qui y sont liés ;  - Activité 1.3.2: Introduire la méthode cash for work aux communautés Twa et Bantou pour une meilleure conservation de la forêt	Indicateur 1.3.1 : Nombre d'agents de l'inspection provinciale et territoriale de l'environnement et du développement durable formés sur la gestion des ressources forestières	<b>Moyen de vérification :</b> Rapport d'activités avec listes de présences	S1 : 10 S2 : S3 : S4 :
		Niveau de référence :0 Cible :10 Indicateur 3.f Mesurer l'accès aux ressources		
			<b>Moyen de vérification :</b>	S1 :

		<p>Indicateur 1.3.2 a : Nombre de personnes des communautés Twa et Bantou accompagnées dans la mise en application des bonnes pratiques de l'environnement par le biais du cash for service.</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : 1,500750 Hommes (350 Twa-400 Bantou) - 750 Femmes (350 Twa-400Bantou)</p> <p>Indicateur 3.f</p> <p>Mesurer l'accès aux ressources</p> <p>Indicateur 1.3.2 b : Nombre désagrégé de personnes ayant déclaré qu'il y a eu réduction de conflits liés à la mauvaise gestion de l'environnement grâce à l'application des bonnes pratiques</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 500 250 Hommes (100Twa-150 Bantou) - 250 Femmes (90Twa-160Bantou)</p> <p>Indicateur 3.b</p> <p>Nombre de conflits violents entre Twa et Bantou</p>	<p>Rapport d'activités et listes de présences</p> <p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapport de visite sur terrain, Questionnaire</p> <p><b>Fréquence de collecte du questionnaire :</b> annuelle</p>	<p>S2 : 750</p> <p>S3 : 1500</p> <p>S4 :</p> <p>S1 :</p> <p>S2 :200</p> <p>S3 :</p> <p>S4 : 500</p>
<p>Résultat 2 : l'accès équitable des communautés Twa et Bantou dans l'axe Nyunzu - Manono aux services sociaux de base et aux opportunités socio-économiques est renforcé</p>		<p>Indicateur 2 a</p> <p>% d'enfants des 2 communautés (désagrégé par sexe et par communauté) en décrochage ou en dehors du système scolaire dans les villages ciblés ayant accès à l'éducation grâce à l'appui du projet</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 60% enfants Twa (40%filles et 20% garçon) 40% enfants Bantou (20%filles et 20% garçon)</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Enquête</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p>	<p>S1:</p> <p>S2: 40%</p> <p>S3:</p> <p>S4: 60%</p>

<p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant)</p> <p>ODD n°1 éradication de la pauvreté et ODD n°2 lutte contre la faim ;</p> <p>ODD n°4 - Éducation de qualité</p> <p>ODD n°5 - Égalité entre les sexes</p> <p>ODD n°6 - Eau propre et assainissement</p> <p>ODD n°10 - Inégalités réduites</p> <p>ODD n°16 - Paix, justice et institutions efficaces</p> <p>(Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p> <p>Recommendations regarding safe drinking water and access to health care (recommendations 134.142 and 145)</p> <p>Recommendations relating to women's rights (133.20, 26 and 27 and 134.45-46, 59-63, 65, 69, 70, 73, 75, 79, 80, 83, 87, 143 and 144)</p> <p>Recommendations relating to the rights of indigenous Pygmy peoples</p>	<p>Indicateur 3.a</p> <p>Taux d'utilisation des services sociaux de base par les communautés</p>		
	<p>Indicateur 2 b</p> <p>% de femmes, d'hommes et de jeunes dans les ménages Twa et Bantou ciblés pour les activités socio-économiques ayant une AGR fonctionnelle à la fin du projet</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 40% (dont 20% de femmes y compris les filles et 20% d'hommes y compris les garçons)</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Enquête</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 : 15%7.5% femmes dont 4% bantou et 3.5% twa et 7.5% hommes dont 4% bantou et 3.5% twa)</p> <p>S3 :</p> <p>S4 : 40% (20% femmes dont 10% twa et 10% bantou et 20% hommes dont 10% twa et 10% bantou)</p>
	<p>Indicateur 2 c</p> <p>% de ménages/consultées issus de populations vulnérables et marginalisées dans les villages ciblés ayant accès à au moins 2 services sociaux de base (latrines, points d'eau, hôpitaux, maternités, école).</p> <p>Niveau de référence : TBD</p> <p>Cible : +10% à la valeur actuelle (60% de ménages Twa et 40% Bantou)</p> <p>Indicateur 3.a</p> <p>Taux d'utilisation des services sociaux de base par les communautés</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Enquête/questionnaire</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 :</p> <p>S3 :</p> <p>S4 :</p>

<p>(Recommendations 134.160–162)</p> <p>Recommendations relating to the rights of vulnerable persons</p> <p>(Recommendations 134.35–36 and 47)</p>		<p>Indicateur 2d : % des ménages ciblés des communautés Twa et Bantou estimant leurs conditions de vie améliorées grâce au projet</p> <p>Niveau de référence :</p> <p>Cible : Au moins 30%</p> <p>Indicateur 3.a</p> <p>Taux d'utilisation des services sociaux de base par les communautés</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Enquête/questionnaire</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 :</p> <p>S3 :</p> <p>S4 :</p>	
	<p><b>Produit 2.1: Les populations vulnérables et marginalisées, en particulier les Twa, bénéficient d'un meilleur accès aux services sociaux de base afin de renforcer le vivre ensemble</b></p> <p>- Activité 2.1.1: Mettre en place un soutien éducatif équitable (sensible au genre) pour les enfants des 02 communautés en décrochage ou en dehors du système scolaire</p> <p>- Activité 2.1.2: Améliorer l'hygiène et l'assainissement au niveau communautaire ;</p> <p>- Activité 2.1.3: Améliorer l'offre de service dans les centres de santé (formation, équipement en matériels et médicaments, appui aux stratégies avancées ...)</p>				
		<p>Indicateur 2.1.2: Nombre de ménages bénéficiant d'un paquet d'hygiène assainissement au niveau communautaire</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 2,100</p> <p>(1,260 ménages Twa et 840 ménages Bantou)</p> <p>Indicateur 3.a</p> <p>Taux d'utilisation des services sociaux de base par les communautés</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Questionnaire</p> <p>Liste de distribution</p> <p>Rapport d'activités</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 :700</p> <p>S3 :1400</p> <p>S4 :2100</p>	
	<p>Indicateur 2.1.3 a : Nombre de centre de santé équipés et dont le personnel est formé à une prise en charge non discriminatoire dans les trois aires de santé de l'axe Nyunzu-Manono</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : 3</p> <p>Indicateur 3.a</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapport d'installation</p> <p>Liste de présence</p> <p>Visite sur terrain</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 :3</p> <p>S3 :</p> <p>S4 :</p>		

	<p>Taux d'utilisation des services sociaux de base par les communautés</p> <p>Indicateur 2.1.3 b : % de ménages Twa qui affirment avoir accès aux services de santé dans les trois aires de santé de l'axe Nyunzu-Manono</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : +10% par rapport au baseline</p> <p>Indicateur 3.a</p> <p>Taux d'utilisation des services sociaux de base par les communautés</p>	<p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p> <p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Enquête</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 : +5%</p> <p>S3 :</p> <p>S4 : +10%</p>
	<p><b>Produit 2.2: Les jeunes vulnérables des deux communautés dans les zones ciblées disposent de capacités et de moyens de subsistance dans une approche de cohabitation pacifique</b></p> <p>- Activité 2.2.1: appuyer la mise en place de formation professionnelle certifiante sur les petits métiers porteurs pour les jeunes-filles et garçons- (activités agricoles, activités alternatives)</p> <p>-Activité 2.2.2: Appuyer l'autonomisation économique des jeunes vulnérables en assurant une participation égalitaire des filles</p>	<p>Indicateur 2.2.1 : Nombre de jeunes garçons et fille Twa et Bantou ayant bénéficié d'une formation sur divers moyens de subsistance porteurs et de kits de démarrage</p> <p>Niveau de référence :</p> <p>Cible : 290</p> <p>174 (60%) Twa et 116 (40%) Bantou</p> <p>Indicateur 3.a</p> <p>Taux d'utilisation des services sociaux de base par les communautés</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapport INPP et autres partenaires de mise en œuvre, visite terrain, suivi, listes de présences, fiches de réception de kits de sortie</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p>

	<p><b>Produit 2.3: Les populations vulnérables et marginalisées, en particulier les Twa, bénéficient d'opportunités socio-économiques communautaires</b></p> <p>- Activité 2.3.1: Introduire la chaîne de valeur des produits non ligneux (champignons, miel, insectes comestibles, domestication d'espèces animales forestières...) aux jeunes et femmes membres des deux communautés par la mise en place d'unités de production intégrée communautaire ;</p> <p>- Activité 2.3.2: Appuyer les structures communautaires féminines et jeunes en AGR en vue de leurs autonomisations</p>	<p><b>Indicateur 2.3.1a</b> : Nombre de ménages, Twa et Bantou, ayant reçu les intrants pour développer la chaîne de valeur des produits non ligneux à travers les activités communautaires</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 350</p>	<p><b>Moyen de vérification</b> :</p> <p>Liste de bénéficiaires Rapport de suivi</p> <p><b>Fréquence de collecte</b> :</p> <p>Annuelle</p>	<p>S1 S2:350 S3: S4:</p>
		<p><b>Indicateur 2.3.1b</b>: Nombre d'unités de production intégrée communautaire mise en place</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 2 Indicateur 3.f Mesurer l'accès aux ressources</p>	<p><b>Moyen de vérification</b> :</p> <p>Rapport de mise en place</p> <p><b>Fréquence de collecte</b> :</p> <p>Annuelle</p>	<p>S1: S2:2 S3: S4:</p>
		<p><b>Indicateur 2.3.2</b>: Nombre de jeunes et de femmes bénéficiant en AGR pour leur autonomisation</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 300 : 150 femmes (100 personnes âgées plus de 25 ans, 50 personnes âgées 18-25 ans), 150 hommes (150 personnes âgées 18-25 ans), Indicateur 3.e % de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p><b>Moyen de vérification</b> :</p> <p>Liste adhérents Rapports activités</p> <p><b>Fréquence de collecte</b> :</p> <p>Annuelle</p>	<p>S1: S2:150 S3:300 S4:</p>
<p><b>Résultat 3 : La protection et l'inclusion des groupes vulnérables sont renforcées</b></p>		<p>Indicateur 3 a</p>	<p><b>Moyen de vérification</b> :</p> <p>Enquête/questionnaire</p>	<p>S1 : S2 :50%</p>

<p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant)</p> <p>ODD n°5 - Égalité entre les sexes</p> <p>ODD n°10 - Inégalités réduites</p> <p>ODD n°16 - Paix, justice et institutions efficaces</p>		<p>Pourcentage d'incidents de VBG et de violations des droits humains signalés, collectés et documentés dans la zone du projet</p> <p>Niveau de référence :</p> <p>Cible :100%</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p>Rapport de performance de partenaires, visites de suivi sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p>	<p>S3 :</p> <p>S4 :100%</p>
<p>(Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p> <p>Recommendations relating to women's rights (133.20, 26 and 27 and 134.45–46, 59–63, 65, 69, 70, 73, 75, 79, 80, 83, 87, 143 and 144)</p> <p>Recommendations relating to the rights of vulnerable persons</p>		<p>Indicateur 3 b</p> <p>% d'augmentation de représentation des groupes vulnérables ou marginalisés au sein des structures de gouvernance locale.</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 20%</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapport évaluation finale</p> <p>Rapport de performance de partenaires, visites de suivi sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 : 5%</p> <p>S3 :</p> <p>S4 : 20%</p>
<p>(Recommendations 134.35–36 and 47)</p> <p>Recommendations on assistance mechanisms for victims of human rights violations, including sexual violence (Recommendations 133.17)</p>		<p>Indicateur 3c : % désagrégé des membres des villages rapportant une cohabitation pacifique avec les membres de l'autre communauté</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : 35%</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Enquête annuelle</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Annuelle</p>	<p>S1:</p> <p>S2: 15%</p> <p>S3: 25%</p> <p>S4 :35%</p>

and 18, and 134.16, 31, 57, 58, 74, 76, 78, 84, 85, 86, 125 and 126)		Indicateur 3.b Nombre de conflits violents entre Twa et Bantou		
		Indicateur 3d : % de la communauté cible se sentant mieux protégée contre les VBG grâce aux interventions du projet  Niveau de référence :0 Cible : Twa 40%, Bantou 40%  Indicateur 3.e  % de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.	<b>Moyen de vérification :</b>  Enquête annuelle  <b>Fréquence de collecte :</b>  Annuelle	S1:  S2: Twa 10%, Bantou 20%  S3: Twa (20% Bantou 30%)  S4: Twa 40% Bantou 40%)
	<b>Produit 3.1: Les violences basées sur le genre et les violations des droits humains sont réduites avec une prise en charge des cas afin de limiter les frustrations et les sources potentielles de conflits.</b>	Indicateur 3.1.1 : Nombre de personnes ayant bénéficié de kits de prévention  Niveau de référence :0 Cible : 200 100 Twa (25 hommes, 75 femmes), 100 Bantous (25 hommes, 75 femmes)  Indicateur 3.e  % de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.	<b>Moyen de vérification :</b>  Rapports et PVs de distribution,  <b>Fréquence de collecte :</b>  Semestrielle	S1 :50  S2 :100  S3 :150  S4 :200
	- Activité 3.1.1: Réaliser une enquête sur les âges, genres et diversités dans la dynamique des conflits communautaire (permettra d'adresser de façon plus spécifiques les causes de conflits liés au genre) ;	Indicateur 3.1.2 : Nombre de personnes bénéficiant d'une prise en charge adaptée et holistique pour le VBG, et pour les autres violations des droits humains  Niveau de référence :0 Cible : 550 (515 femmes, 35 hommes)	<b>Moyen de vérification :</b>  Rapports et PVs de formations, visite sur terrain  <b>Fréquence de collecte :</b>  Semestrielle	S1 :150  S2 :300  S3 :450  S4 : 550

	<p>- Activité 3.1.2: Appuyer les activités de mitigation aux violations des droits humains notamment les femmes, les garçons et les filles (en tenant en compte aussi des autres types de vulnérabilité tel que le handicap) pour, la mitigation des risques VBG et leur auto-sécurisation dans les zones de déplacement, retour, et relocalisation. Octroi de kits de prévention.</p>	<p>500 : 250 Twa (245 femmes, 5 hommes), 250 Bantou (245 femmes, 5 hommes) prise en charge holistique des cas de VBG,</p> <p>50 : 25 Twa (12 femmes, 13 hommes), 25 Bantous (13 femmes, 12 hommes) survivants de violations des droits de l'homme</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>		
	<p>- Activité 3.1.3: Assurer la prise en charge holistique des cas de VBG (médicale, soutien psychosocial de groupe, conseil/accompagnement juridique et judiciaire, réinsertion socio-économique et scolaire de 350 femmes et 150 filles, kits de dignité adaptés) et une réponse aux autres violations de droits humain</p>	<p>Indicateur 3.1.3: Nombre de prestataires de soins et membres de structures à base communautaire, agents psychosociaux et autorités locales formés sur la gestion des cas de VBG</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible :195 (135 prestataires et membres de structures à base communautaire, 60 d'agents psychosociaux et d'autorités locales des zones d'intervention)</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapports et PVs de formations, visite sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Semestrielle</p>	<p>S1 :60</p> <p>S2 :100</p> <p>S3 :195</p> <p>S4 :</p>
	<p>- Activité 3.1.4: Formation des prestataires de soins, des agents psychosociaux et des autorités locales sur la gestion des cas de VBG, et à l'accompagnement des structures communautaires en faveur de la prévention des VBG et sur la PEAS</p>	<p>Indicateur 3.1.4 : Nombre de personnes touchées par les séances de sensibilisations pour la vulgarisation du référencement des cas de VBG et l'importance de la prise en charge juridique des survivant(e)s de VBG</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : 60 000</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapports et PVs des sensibilisations du partenaire, visite sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Trimestrielle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 :20 000</p> <p>S3 :40 000</p> <p>S4 :60 000</p>

		Indicateur 3.e  % de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.		
	<p><b>Produit 3.2: La participation des groupes vulnérables et marginalisés aux structures de gouvernance locale est améliorée</b></p> <p>- Activité 3.2.1: Former les femmes et les membres de groupes vulnérables sur le leadership pour une participation effective dans les instances décisionnelles communautaires ;</p> <p>- Activité 3.2.2: Organiser des plaidoyers auprès des autorités en vue de l'intégration des femmes et des groupes vulnérables, des deux communautés, dans les différentes structures communautaires (COGES, OPC, etc.) ;</p>	<p>Indicateur 3.2.1 : Nombre de femmes et membres de groupes vulnérables (y compris les déplacés et les retournés) formés pour une participation effective dans les instances décisionnelles communautaires</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 175 140 Twa (120 femmes, 20 hommes), 35 Bantou (30 femmes, 5 hommes)</p> <p>Indicateur 3.c</p> <p>% des Twa impliqués dans les instances décisionnelles</p> <p>% de Twa dans les bureaux des chefferies et groupements.</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapports et PVs de formations, visite sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Semestrielle</p>	<p>S1 :50</p> <p>S2 :120</p> <p>S3 :175</p> <p>S4 :</p>
		<p>Indicateur 3.2.2 : Nombre d'ateliers de plaidoyers auprès des autorités en vue de l'intégration des groupes vulnérables (y compris les déplacés et les retournés) dans les sphères décisionnelles communautaires</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : 8</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapports et PVs de plaidoyers, visite sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Semestrielle</p>	<p>S1 :3</p> <p>S2 :6</p> <p>S3 : 8</p> <p>S4 :</p>
		<p>Indicateur 3.2.3 : Nombre de mécanismes de participation et de redevabilité des communautés renforcés</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p>	<p>S1 : 10</p> <p>S2 :20</p>

		<p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 35</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p>Rapports et PVs de sensibilisations du partenaire, visite sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Trimestrielle</p>	<p>S3 :35</p> <p>S4 :</p>
	<p><b>Produit 3.3: Le « vivre ensemble » est promu au sein de la communauté pour une meilleure cohabitation pacifique</b></p> <p>- Activité 3.3.1: Promouvoir des ambassadeurs/ambassadrices de la paix au sein des communautés ;</p> <p>- Activité 3.3.2: Aménager des espaces de jeux et de rencontres dans les villages pour renforcer le vivre ensemble.</p> <p>- Activité 3.3.3: Organiser des activités de rapprochements communautaires (culturels, sportives, éducatives, récréatives, foires d'exposition agricoles, caravane motorisée pour les campagnes de cohabitation pacifique, Salongo, etc.) ;</p> <p>- Activité 3.3.4: Faciliter les rituels de réconciliations ;</p> <p>- Activité 3.3.5: Appuyer la pacification de village, la mise en place l'approche « Village AMANI » et promotion de la masculinité positive ;</p> <p>- Activité 3.3.6: Promouvoir les champs communautaires « champs vivriers et sites maraichers en blocs » ;</p>	<p>Indicateur 3.3.1 : % des membres de la communauté affirmant que le vivre ensemble et la cohabitation pacifique s'est amélioré depuis la mise en place du projet dans leurs villages</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible: 50%</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapports et PVs du partenaire, visite sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Semestrielle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 :</p> <p>S3 :</p> <p>S4 :</p>
		<p>Indicateur 3.3.2 : Nombre de rituels de réconciliations conduits</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 7 (5 séances regroupant 7 villages chacune, 2 séances regroupant l'ensemble des villages)</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapports et PVs du partenaire, visite sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Semestrielle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 : 5</p> <p>S3 :7</p> <p>S4 :</p>
		<p>Indicateur 3.3.3: Nombre de villages certifiés AMANI</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p>	<p>S1 : 10</p>

	<p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : 35</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p>Rapports et PVs de sensibilisations du partenaire, visite sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Trimestrielle</p>	<p>S2 : 20</p> <p>S3 : 35</p> <p>S4 :</p>
	<p>Indicateur 3.3.4 : Nombre de villages bénéficiant d'espaces de jeux et de rencontres aménagés pour renforcer le vivre ensemble</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : 15</p> <p>Indicateur 3.e</p> <p>% de mécanismes de prévention des conflits locaux qui incluent des représentants des groupes vulnérables et minoritaires.</p>	<p><b>Moyen de vérification :</b></p> <p>Rapports et PVs du partenaire, visite sur terrain</p> <p><b>Fréquence de collecte :</b></p> <p>Semestrielle</p>	<p>S1 :</p> <p>S2 :10</p> <p>S3 :5</p> <p>S4 :</p>

### Taux de réalisation à mi-parcours

	UNICEF	HCR	FAO	TOTAL
Montant reçu en USD	\$ 1 032 025,00	\$ 734 025,00	\$ 733 950,00	\$ 2 500 000,00
Dépenses en USD	\$ 723 682,12	\$ 671 525,00	\$ 664 109,00	\$ 2 059 316,12
%	93%	91%	67%	82%

Résultats	Produits	Nombre total d'activités	Activités finalisées	Activités en cours	Activités non commencées	Taux de mise en œuvre (finalisées+ en cours)
Résultat 1	1,1	5	3	1	1	60%
	1,2	5	3	2	0	60%
	1,3	2	2	0	0	100%
Résultat 2	2,1	3	3	0	0	100%
	2,2	2	2	0	0	100%
	2,3	2	2	0	0	100%
Résultat 3	3,1	5	4	1	0	80%
	3,2	2	1	1	0	50%
	3,3	6	6	0	0	100%
<b>TOTAL</b>		<b>32</b>	<b>26</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	
<b>TAUX</b>			<b>81%</b>	<b>16%</b>	<b>3%</b>	<b>83%</b>